



ASIE/INDE - Nouveau rapport à propos des dédommagements injustes attribués aux chrétiens de l'Orissa

Bhubaneswar (Agence Fides) – Les chrétiens de l'Orissa victimes de violence et de massacres en 2008 font l'objet d'une seconde injustice : les dédommagements jusqu'ici prévus par les institutions sont totalement inadaptés. C'est ce que dénonce un nouveau rapport envoyé à l'Agence Fides par l'Eglise en Orissa. Le document, intitulé « Dédommagements injustes : évaluation du dommage à la propriété privée au cours des violences contre les chrétiens à Kandhamal » a été réalisé par un groupe d'organisations de la société civile telles que le Centre for Sustainable Use of Social and Natural Resources (CSNR) de Bhubaneswar et le Housing and Land Rights Network (HLRN), qui l'ont présenté avec le soutien des églises chrétiennes et de la Croix Rouge indienne. Le rapport, envoyé à Fides, présente une évaluation détaillée de l'impact des événements afin de déterminer la véritable grandeur des dommages subis – en termes de vies humaines et d'immeubles – suite aux violences antichrétiennes ayant eu lieu à Kandhamal. Lors des pogroms de 2008, plus de 400 villages furent « nettoyés » de l'ensemble de leurs habitants chrétiens. Plus de 5.600 maisons et 296 églises furent incendiées, les morts étant au nombre de 100 – mais le gouvernement en reconnaît seulement 56 – les blessés se comptant par milliers. Dans ce cadre différentes femmes furent violées – dont une religieuse – et 56.000 hommes et femmes demeurèrent sans abri. Selon le rapport, les dédommagements offerts par le gouvernement de l'Orissa pour les personnes tuées et les habitations détruites ainsi que pour l'ensemble des biens présents dans les maisons (y compris les documents tels que les certificats scolaires, etc.), les pertes de têtes de cheptel et de matériel agricole sont « totalement insuffisants ».

Le rapport énumère les biens détruits et tient également compte de « l'impact de l'expulsion », un indicateur qui évalue les pertes subies du fait du déplacement forcé des familles. Les pertes, indique l'étude, « sont immenses ». Le texte, qui bénéficie de l'appui de la société civile et des églises d'Orissa, demande au gouvernement d'accepter la nouvelle évaluation et d'affecter des indemnités adéquates, garantissant la « pleine réparation » aux personnes qui ont vu leur vie bouleversée après les violences. Il demande en particulier un soutien financier afin de garantir l'instruction aux enfants dont le parcours de formation a été brusquement interrompu et invite le gouvernement de l'Orissa à mettre en œuvre une « stratégie à long terme » afin de protéger et de promouvoir la laïcité, les droits humains et l'harmonie entre les différentes communautés. (PA) (Agence Fides 10/06/2013)